Commission scolaire
des Patriotes

Service du secrétariat général
et des communications

REVUE DE PRESSE

DU 16 AU 22 AOÛT 2015

Un fléau qui concerne tout le monde

DIANE LAPOINTE
diane.lapointe@tc.tc

ARBRES. L'agrile du frêne ne touche pas seulement les arbres du domaine public. Ce fléau attaque également les arbres situés sur les propriétés privées.

Que ce soit sur les propriétés municipales, ou privées dans les zones résidentielles, commerciales ou industrielles, on estime le nombre d'arbres potentiellement affectés à 4600.

Les propriétaires de ces arbres peuvent d'ailleurs faire une déclaration volontaire à la Ville. À ce jour, 40 personnes ont indiqué avoir un frêne sur leur terrain.

La présence de l'agrile du frêne a été confirmée à Sainte-Julie depuis le dépistage par piégeage en juillet en 2013. L'insecte, de la famille des coléoptères de couleur vert émeraude ou vert cuivré, agit cependant vite. Il attaque l'arbre, sous l'écorce, et détruit rapidement le feuillu. Il s'attaque uniquement aux frênes. À Sainte-Julie, on estime que les frênes représentent environ 10% de l'ensemble de la forêt urbaine du territoire.

C'est en 2014 que la Ville a adopté un plan d'action qui s'étale jusqu'en 2028 et qui prévoit un budget de 1 487 274$, soit 306 513$ pour les traitements; 502 918$ pour l'abattage des arbres et 677 843$ pour leur remplacement.

Comme l'agrile du frêne a déjà fait des ravages, la Ville de Sainte-Julie prévoit abattre quelques frênes dès cet automne.
(Photo: Gracieuseté)

Comme l'agrile du frêne a déjà fait des ravages, la Ville de Sainte-Julie prévoit abattre quelques frênes dès cet automne, car les arbres sont morts et pourraient représenter un danger.

30e édition du tournoi de golf de la CCIBC

Le jeudi 17 septembre 2015 à 10 h.

sous la présidence d'honneur
de Me Denis Lavoie, maire de Chambly

Programme de la journée.

C'est sous la présidence d'honneur de Me Denis Lavoie, maire de Chambly, que la CCIBC présentera, le jeudi 17 septembre 2015, la 30e édition de son tournoi de golf dans la région, au Club de golf Chambly situé au 2466, rue Martel à Carignan.

Ne manquez pas ce rendez-vous annuel!

VISEZ JUSTE!
OSTIGUY Ford vous offre un VUS pour le trou d'un coup!

HORAIRE

10 h :	**Brunch**
12 h :	**Départ simultané formule Vegas pour un dix-huit trous**
17 h 30 :	**Cocktail**
18 h 30 :	**Début de la soirée**

COÛTS

Joueur : **195.00$ (taxes et services en sus)**
224.20$ (taxes et services inclus)

Les membres du programme "J'achète local. C'est génial!" auront droit à un rabais de 20 $ à l'achat de leur billets de golf.

Quatuor : **780.00$ (taxes et services en sus)**
896.81$ (taxes et services inclus)

Prenez note que le billet de golf vous donne droit au brunch, au droit de jeu, à la voiturette au cocktail et au souper incluant deux bouteilles de vin sur chaque table.

Nous pensons à vous! Pour rendre votre journée mémorable, nous allons vous offrir, sur le parcours, une séance de massage sur chaise. Pour ceux et celles qui ne jouent pas mais souhaiteraient se joindre aux golfeurs à partir de 17h30 pour le cocktail et le souper, le coût du billet sera de 75.00$ (taxes et services inclus).

Réservez vos places sans plus attendre! Sur réservation seulement. Veuillez nous confirmer votre présence avant le jeudi 10 septembre. Tout paiement doit être reçu avant l'événement. Toute annulation doit nous parvenir 48 heures à l'avance par courriel. Autrement, aucun remboursement ne sera effectué.

Télépone: 450 658.7598 Télécopieur 450 658.3569 Courriel: direction@ccibc.qc.ca

>6366394

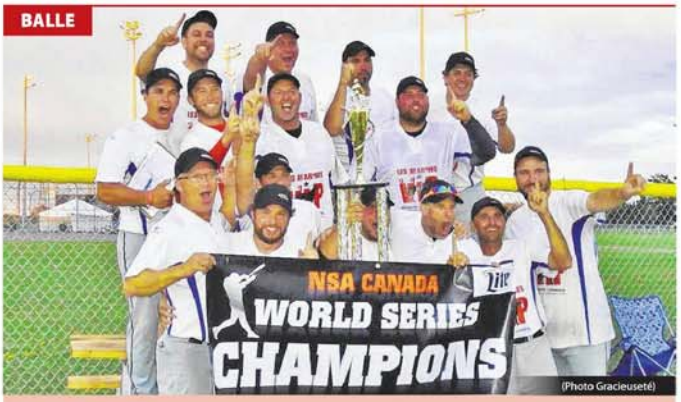
EMPILAGE SPORTIF

(Photo Gracieuseté)

L'école de Bourgogne remporte le bronze

A.C. Du 31 juillet au 1er août, Dylan Sylvestre, Olivier Casimiro et François Xavier Britt, de l'école de Bourgogne de Chambly ont remporté une médaille de bronze en empilage sportif (speed stacking), aux Jeux olympiques juniors en Virginie. Ces trois élèves ont fait équipe avec Cédric Antoine, de Longueuil, car il fallait 4 athlètes pour réaliser certaines épreuves. Les garçons ont donc remporté une médaille de bronze au relais en équipe dans la catégorie 9-10 ans. De plus, Olivier Casimiro a remporté une 10e place dans sa catégorie (9 ans) de façon individuelle. Rappelons que plus de 270 athlètes étaient inscrits aux compétitions de speed stacking. Les Jeux olympiques juniors, c'est plus de 15 000 athlètes dans 19 disciplines. Parmi les pays présents, on retrouvait la Chine, les États-Unis et bien sûr le Canada avec deux provinces, soit l'Ontario et le Québec.

BALLE



(Photo Gracieuseté)

Marieville remporte le Championnat canadien de balle donnée

La fierté était palpable dans la voix du Marievillois Loïc Lacasse à son retour du championnat canadien de balle donnée qui était présenté du 31 juillet au 3 août à Hamilton, en Ontario. Son équipe y a remporté la médaille d'or dans la classe participation groupe B. Les Marievillois ont disputé 10 matchs au cours du tournoi, principalement contre des équipes de l'Ontario. L'équipe de Marieville existe depuis 5 ans. Elle est très active cette saison avec déjà une dizaine de tournois à son actif. On pourra la voir en action au tournoi du Plaza à Marieville durant le weekend du 21 août. Sur la photo, on aperçoit Jean-François Dubuc, Dominique Grenier, Stéphane Lévesque, Samuel «Mini» Cournoyer, Alexandre Noiseux, Myguel Bouchard, David Bricault, Sylvain Noiseux, Sylvain Bricault, Marco Fortier, Rémi Després, Jonathan Fortier, Hugo Després, Yves Collette et Loïc Lacasse. (Photo Gracieuseté)

LE DEVOIR
LIBRE DE PENSER

COMPRESSIONS DANS LES SERVICES AUX ÉLÈVES HANDICAPÉS ET EN DIFFICULTÉ

Des élèves et des enseignants de plus en plus laissés à eux-mêmes

22 août 2015 | Martine Letarte - *Collaboratrice* | Éducation

Photo: Sean Gallup Getty images news THinkstock
Les compressions budgétaires dans les commissions scolaires vont entraîner la suppression des techniciennes en éducation spécialisée dans les classes à la rentrée.

Ce texte fait partie d'un cahier spécial.

Les élèves en situation de handicap ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDAA) subissent des contrecoups des compressions budgétaires successives dans les commissions scolaires. Ces réductions atteignent plus d'un milliard de dollars depuis 2010. Des acteurs du terrain témoignent.

« Plusieurs postes chez les professionnels ont été abolis et les heures de plusieurs autres diminuent, donc il faut changer les façons de faire. L'aspect préventif, les activités en classe contre la violence et l'intimidation par exemple, nous n'en faisons plus. Les éducatrices spécialisées, la direction, les enseignants nous envoient des élèves, mais nous ne faisons plus de préévaluations. C'est un problème. Nous voyons seulement les cas les plus urgents, les plus dysfonctionnels, comme les troubles anxieux sévères et les dépressions majeures. C'est rendu qu'il faut avoir des idées suicidaires pour avoir accès à un psychologue dans une école. »

Ce cri du coeur provient d'Anne Léonard, psychologue à la Commission scolaire des Patriotes. Elle aimerait bien pouvoir détecter ces cas avant qu'ils soient rendus si graves et faire des suivis plus poussés.

« Dans notre domaine, les changements prennent souvent du temps, mais, malheureusement, nous sommes obligés de laisser aller les jeunes dès qu'ils deviennent un peu plus fonctionnels, ajoute-t-elle. *Le flot de demandes est trop grand. »*

Dans sa commission scolaire, elle calcule que, cette année, ils seront 30 professionnels équivalents temps plein, contre 33 il y a deux ans.

« C'est presque 10 % de moins d'effectifs, et ceux qui restent le ressentent énormément, affirme Anne Léonard. *Il y a aussi toute une réaffectation des services qui doit être faite dans les écoles. »*

Personnel de soutien réduit

Le personnel de soutien vit aussi de nombreuses compressions, d'après Éric Pronovost, président de la Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ).

« Nos membres se font couper beaucoup d'heures, notamment les techniciens en éducation spécialisée qui travaillent directement avec les élèves en difficulté, dit-il. *Il y a énormément de précarité, nos membres ne savent pas d'année en année combien d'heures ils auront par semaine, si leur poste sera coupé, s'ils iront en ballottage, s'ils*

reviendront dans la même école, etc. Ils vivent beaucoup d'instabilité, et on ne les consulte jamais, alors que ce sont eux qui sont sur le terrain. »

Éric Pronovost s'inquiète particulièrement du fait qu'on ne donne plus le nombre d'heures de services nécessaires aux élèves.

Il se souvient l'an dernier du cas d'une éducatrice spécialisée en poste dans une classe pour travailler auprès d'un enfant avec des problèmes d'apprentissage. *« Elle est tombée malade deux ou trois semaines et elle n'a pas été remplacée,* raconte-t-il. *L'enfant n'a donc pas eu de services, et les parents se sont retrouvés avec une tonne de messages indiquant que leur enfant ne fonctionnait pas bien. C'est évident, il n'avait pas les services dont il avait besoin. Puis, la qualité de l'enseignement en a souffert, donc tous les autres élèves de la classe aussi. »*

Marie-Ève Dumouchel, enseignante de français en pré-DEP, une classe de préparation à la formation professionnelle pour des élèves en difficulté, vit au quotidien la réalité décrite par Éric Pronovost. Il y a deux ans, elle avait une technicienne en éducation spécialisée constamment dans sa classe pour l'aider avec sa clientèle de jeunes avec de grands besoins d'encadrement. L'année dernière, elle a dû partager sa technicienne avec une classe d'adaptation scolaire.

« Cette année, je n'y aurai plus accès, dit-elle. *La technicienne était vraiment mon bras droit : elle aidait les jeunes à gérer leurs émotions, leurs relations interpersonnelles, leurs conflits, leur stress, leurs problèmes familiaux. Il y a quelques professionnels dans l'école, mais ils sont déjà surchargés. Nous serons toujours en gestion de crise. »*

Marie-Ève Dumouchel, rattachée à la Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands, dénonce aussi les compressions dans la stratégie d'intervention du ministère de l'Éducation « Agir autrement », pour les milieux défavorisés.

« Ce programme nous donnait un service d'intervenant en toxicomanie et il a été supprimé l'an dernier, dit-elle. *Cet intervenant accompagnait des jeunes vers la*

désintoxication, il nous aidait dans nos interventions, nous lui demandions des conseils régulièrement. Maintenant, nous n'avons plus vraiment de gens à qui renvoyer nos jeunes avec des problèmes de toxicomanie. La psychoéducatrice tente de leur trouver des services à l'extérieur de l'école, mais ce n'est pas évident. »

Moins de services, plus de besoins

En 2000, lorsque Anne Léonard a commencé à travailler dans sa commission scolaire, le ratio était d'environ un psychologue à temps plein pour 2000 élèves dans les classes ordinaires. La situation s'est améliorée vers 2005 pour atteindre un pour 1100.

« Puis, l'an dernier, on est remontés à un psychologue pour 1600 élèves au régulier alors que cette clientèle n'est plus du tout la même qu'avant, dit-elle. *On y intègre maintenant énormément de jeunes avec des difficultés d'intégration, des troubles d'apprentissage, comme de la dyslexie et un déficit d'attention. »*

Marie-Ève Dumouchel se sent de plus en plus isolée comme enseignante.

« On coupe tout ce qu'il y a autour de nous et on nous demande de faire plus, dit-elle. *C'est difficile parce que, régulièrement, nous nous demandons comment intervenir. Les jeunes se retrouvent souvent en crise, donc mis à l'écart en attendant de pouvoir obtenir des services. Ce n'est pas constructif pour les jeunes parce que, dans ce genre de situations, l'attente n'est jamais une bonne chose. Ils réagissent, ils quittent l'école, etc. Si on intervient rapidement, bien des problèmes peuvent être réglés. »*

« Les commissions scolaires se font demander par le gouvernement du Québec d'appliquer des compressions budgétaires, alors elles le font, mais des services aux élèves sont coupés, déplore Éric Pronovost. *Pourquoi ne sortent-elles pas pour dénoncer le fait que la situation est inacceptable ? Il faut le dire ! »*

École, cours et activités
C'EST LA RENTRÉE!

Bulletin scolaire

Comment réagir lorsque les notes chutent?

Une note plus basse n'est pas nécessairement synonyme de difficulté sérieuse.

Source d'inquiétude pour certains, objet de fierté pour d'autres, le bulletin scolaire ne laisse personne indifférent, y compris les parents! Quand les notes ne sont pas à la hauteur des capacités de votre enfant, comment intervenir adéquatement?

Encaisser le coup

Il est essentiel, lorsque l'on constate la chute d'une note, de garder son calme et de prendre du recul. Après tout, un bulletin scolaire n'est rien de plus qu'un outil qui renseigne quant aux forces de votre enfant et aux aspects à développer. Vous ne pouvez, bien entendu, fermer les yeux sur ses mauvaises notes, mais vous devez toutefois être en mesure de souligner ses bons résultats et de l'en féliciter.

Retrousser ses manches

Une note plus basse n'est pas nécessairement synonyme de difficulté sérieuse. Elle démontre cependant des lacunes qu'il est impératif de combler. À titre d'exemple, si votre enfant éprouve des difficultés de compréhension en lecture, vous pourriez lui suggérer d'effectuer 15 minutes de lecture sur une base quotidienne. Il ne doit évidemment pas percevoir les suggestions émises comme des punitions, ce qui entraverait l'efficacité de vos interventions ainsi que sa motivation à s'améliorer. Il peut également être sage de s'adresser au professeur pour obtenir des conseils que vous pourrez appliquer conjointement.

Être réaliste

Gardez toujours en tête que vous devez entretenir des attentes réalistes quant aux résultats scolaires de votre enfant. Ce dernier, au même titre que vous-même d'ailleurs, ne peut être doué dans tous les domaines. Rappelez-lui que le travail acharné porte toujours ses fruits; c'est une leçon qui lui servira toute sa vie!

Centre de Formation du Richelieu
Éducation des adultes

CFR
Centre de Formation du Richelieu

FORMATION GÉNÉRALE
Cours de niveau secondaire pour :
• Obtenir ton diplôme • Entrer en formation professionnelle • Entrer au cégep

Matières offertes : français, mathématiques, anglais, sciences physiques, physique, chimie, biologie, histoire, géographie, éducation physique et informatique. Autres cours optionnels aussi disponibles

Formats d'apprentissage :
temps plein, temps partiel — formation à distance

NOUVEAU À BELOEIL
Cours de formation générale offerts de soir à Beloeil (français, mathématiques, histoire, sciences physiques, physique, chimie et biologie) *Offerts si le nombre d'inscriptions est suffisant

INSERTION SOCIALE
Cette formation sur mesure favorise l'intégration sociale des adultes connaissant des problématiques persistantes et importantes d'apprentissage ou d'adaptation sociale telles que le handicap physique, les problèmes de santé mentale, la déficience intellectuelle légère à moyenne.

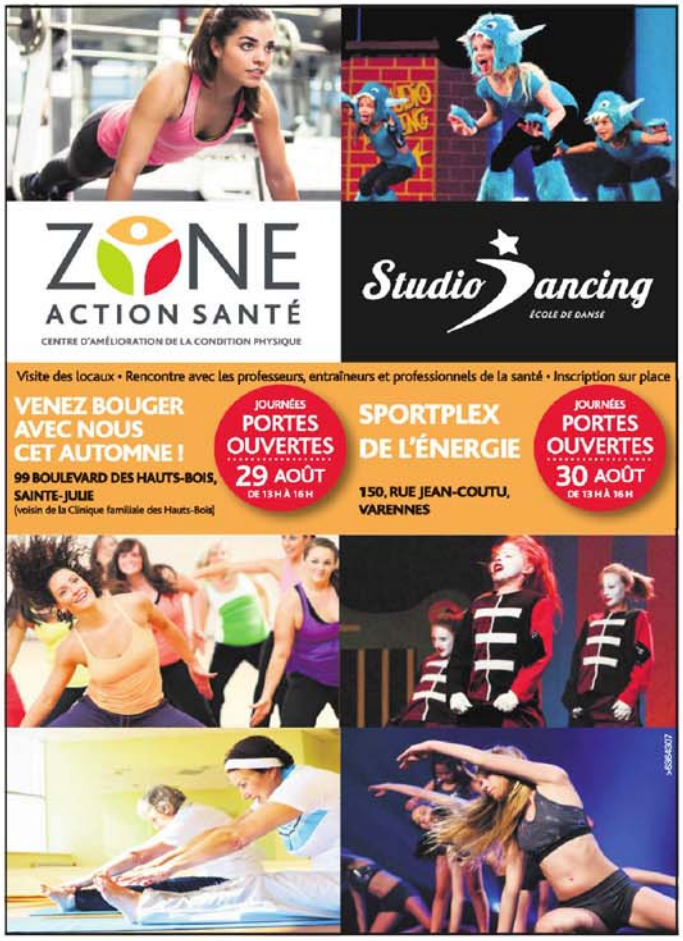
FRANCISATION
Cette formation s'adresse aux allophones désirant améliorer leur français : conversation, lecture et écriture.

INSCRIPTION :
Des frais généraux seront exigés. Le paiement peut se faire en argent comptant, carte de débit ou de crédit. Ayez en main les documents originaux requis. (Certificat de naissance de l'état civil grand format, carte d'assurance maladie, le plus récent relevé de notes ou le bulletin scolaire d'une année complète)

Pour obtenir plus d'information : consultez notre site au www.cfr.csp.qc.ca ou téléphonez au : 1 877 449-2919 ou 450 645-2365, puis faire le poste correspondant :

Saint-Bruno-de-Montarville : 1430, rue Montarville • Poste 7025
Varennes : NOUVELLE ADRESSE 20, rue Vincent (école Marie-Victorin) • Poste 7012
Chambly : 1500, boul. Industriel • Poste 7000
Saint-Amable : 950, rue Normandie • Poste 7025
Beloeil : 866, rue Laurier • Poste 7000

Commission scolaire des Patriotes



Archets & Compagnie
académie de musique

COURS DE VIOLON, VIOLONCELLE, PIANO, GUITARE, CHANT ET ORCHESTRES
ÉVEIL MUSICAL ET INITIATION POUR LES PETITS
NOUVEAUTÉS !!
• Cours de guitare populaire pour adultes (en groupe)
• Atelier de création musicale sur iPad ou ordinateur

NOUVEAU LOCAL À ST-BRUNO POUR MIEUX VOUS SERVIR !

450 446 8400
www.archets-et-compagnie.com
Nos cours sont admissibles à un crédit d'impôt fédéral

PORTES OUVERTES 24-25 AOÛT 16H00 À 21H00
908 Bernard-Pilon à McMasterville

Réseau Montérégie - Journal les Versants > Actualités

Favorable aux élus municipaux dans les commissions scolaires

Publié le 19 août 2015

© Frédéric Khalkhal **Suzanne Roy**

BV : Suzanne Roy, présidente de l'UMQ et mairesse de Sainte-Julie est favorable à la présence d'élus municipaux dans les commissions scolaires.

Suzanne Roy, présidente de l'Union des municipalités du Québec et mairesse de Sainte-Julie, souhaite une nouvelle gouvernance scolaire basée sur une représentation des élus municipaux et sur un meilleur partage des ressources entre les milieux scolaire et municipal. Une annonce vivement critiquée par la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ).

François Blais, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, a annoncé qu'il déposera, cet automne, un projet de loi modifiant la gouvernance scolaire, en mettant sur pied des conseils qui inviteraient les élus municipaux à siéger.

« La participation du monde municipal à ces conseils est une excellente idée. Nous sommes des gouvernements de proximité. Nous sommes interpellés par les écoles, les parents… Nous connaissons mieux que personne les besoins des citoyennes et citoyens et les attentes des familles qui sont des plus diversifiées. En disant cela, je fais aussi la synthèse de ce que j'entends dans les autres municipalités. Renforcer le partenariat entre le monde scolaire et le monde municipal ne peut que s'avérer gagnant pour la population », indique Mme Roy.

La mairesse de Sainte-Julie souhaite en même temps que les ressources entre les milieux scolaire et municipal soient partagées équitablement.

« Je pense ici aux infrastructures, aux équipements, à la diversification de l'offre de sports et de loisirs, aux coûts d'entretien des édifices et terrains publics utilisés par les établissements scolaires, à la sécurité aux abords des zones scolaires et au personnel de soutien. Assis à la même table, il sera plus facile de discuter de ces questions et d'y trouver des réponses innovantes et efficientes », précise-t-elle.

Elle est favorable à toutes ces évolutions à une seule condition. « Les problèmes actuels ne doivent pas être transférés aux municipalités sans que des solutions n'aient été identifiées. La position des élus municipaux est claire: pas de nouvelles responsabilités sans un financement additionnel adéquat, que ce soit pour la perception de la taxe scolaire, le transport écolier ou la gestion des immeubles scolaires. La réforme ne doit pas non plus se traduire par un empiètement dans le champ fiscal des municipalités, soit l'impôt foncier. Les contribuables y seraient perdants », conclut-elle.

Elle souhaite que la réforme annoncée pour l'automne soit avant tout une occasion de renforcer le partenariat scolaire municipal, d'augmenter l'efficience dans l'utilisation de nos ressources et de mieux servir la population, et cela, pour le plus grand bénéfice des principaux concernés: les élèves.

Réponse de la FCSQ

« Pendant que l'Union des municipalités du Québec (UMQ) se réjouit, la démocratie scolaire est menacée, a répondu Josée Bouchard, présidente de la FCSQ. On se serait attendu que l'UMQ élève le débat. Sa présidente, au contraire, semble applaudir la proposition ministérielle en mentionnant qu'avec de l'argent neuf elle ferait mieux. La vérité, c'est que les commissions scolaires feraient elles aussi plus et mieux avec le milliard de dollars coupé par le gouvernement du Québec au cours des cinq dernières années. »

La présidente explique dans un communiqué que le municipal ne peut gérer le milieu scolaire sans qu'il en coûte plus cher. « Alors que plusieurs municipalités coupent dans la fréquence de cueillette des ordures, l'UMQ cherche pour son nouveau pacte fiscal des sources de revenus à tout prix », précise Mme Bouchard.

Elle accuse Mme Roy de vouloir s'accaparer les équipements récréatifs des commissions scolaires dans sa démarche. « Heureusement, les élus scolaires sont là pour défendre les élèves afin de leur garantir un accès prioritaire », renchérit-elle avant de suggérer que la

tenue des élections scolaires se fasse simultanément avec les élections municipales. « On ne parlerait plus au Québec du faible taux de participation des électeurs aux élections scolaires », conclut Mme Bouchard.

Hélène Roberge, présidente de la Commission scolaire des Patriotes (CSP) n’a pas voulu répondre aux propos de la mairesse de Sainte-Julie, ville dans le territoire que couvre la CSP, préférant laisser la présidente de la fédération le faire à sa place.

L'Oeil Régional

Le Journal des gens d'ici depuis 45 ans.

tc • MEDIA

LE MERCREDI
19 août 2015
N° 33
34 550 exemplaires
www.oeilregional.com

metro PLUS
Famille Riendeau
>5906485

Une idée qui fait du chemin

ELLE DISTRIBUE DES MILLIERS DE «POTS DE BONHEUR» AU PAYS

Nancy Couture est partie d'une idée toute simple: transmettre le bonheur par l'entremise de citations et de pensées positives. Elle a donc conçu le «Pot de Bonheur», une boîte métallique dans laquelle se retrouvent 365 citations heureuses de différentes personnalités, soit une phrase par jour. Jusqu'à maintenant environ 15 000 pots ont été vendus dans 145 points de vente au Québec et en Ontario.

PAGE 5

Vos Classées

Parution GRATUITE
sur VosClassees.ca
1 866 637-5236

Funérailles émouvantes

Un dernier adieu à Cheryl Bau-Tremblay

PAGE 3

Garderie en milieu scolaire

Facture plus élevée durant les «pédago»

PAGE 4

Modèle S illustré

Corolla CE 2015
173 $* /mois en location 60 mois
0 $ d'acompte

Yaris HB CE 2015
163 $* /mois en location 60 mois
0 $ d'acompte

Modèle HB SE illustré

ÉVÉNEMENT DU FABRICANT TOYOTA 2015

Toyota, c'est moins cher que vous pensez.

JUSQU'AU 31 AOÛT SEULEMENT.

Programme de location au détail et de financement à l'achat offert par Toyota Canada inc. et conditionnel à l'approbation du crédit par Toyota Services Financiers. L'immatriculation, les assurances, les taxes et les droits sur les pneus sont en sus. Sous réserve des conditions applicables, les offres s'adressent aux particuliers qui louent ou achètent un véhicule du 3 au 31 août 2015 chez un concessionnaire participant du Québec, où tous les détails peuvent être obtenus. Le concessionnaire peut louer ou vendre à prix moindre. Les offres peuvent changer sans préavis. * Offres applicables aux modèles Corolla CE 2015 (BURCEM AA) / Yaris HB CE 2015 (JTUD3MA) de base neufs en stock. PDSF de 17 720 $ / 16 295 $ avant taxes, frais de concessionnaire de 165 $ avant taxes (applicables chez certains concessionnaires), frais de transport et préparation et frais de climatisation (si applicables) inclus. Le montant total payable mensuellement est soumis au taux de location annuel de 0,99 % / 0,99 % et tient compte des frais de concessionnaire, de la contribution du concessionnaire de 250 $ / 750 $, des frais de transport et préparation, des frais de climatisation (si applicables) et de l'assistance à la location de 800 $ / 1 000 $ (incluant les taxes applicables sur l'assistance à la location, le paiement des quelles sera requis à la livraison). Franchise annuelle de 20 000 km. Frais de 0,07 $ / 0,07 $ du kilomètre excédentaire. À la livraison, le paiement d'un montant de 372,87 $ / 162,97 $ avant taxes (équivalant au premier versement mensuel) ainsi que des droits sur les pneus et des taxes applicables sera requis. Le PDSF des modèles illustrés Corolla S 2015 (BURSEM AA) / Yaris HB SE 2015 (KTU53PA) est de 21 425 $ / 19 515 $.

ANGERS TOYOTA
angerstoyota.com
3395, boul. Laframboise,
Saint-Hyacinthe
450 774-9191
877 474-9191

En milieu scolaire, le coût du service de garde par enfant et par journée pédagogique passera de 8$ à 16$.
(Photo: TC Media - Archives)

Garderie en milieu scolaire: les frais doubleront lors des pédagogiques

FRÉDÉRIC LACROIX-COUTURE
frederic.lacroix-couture@tc.tc

ÉDUCATION. Les parents devront contribuer davantage aux frais de garde de leurs enfants pour l'année scolaire 2015-2016. Le tarif de base des garderies en milieu scolaire doublera lors des journées pédagogiques dans toutes les écoles de la Commission scolaire des Patriotes (CSP).

Le tarif passera de 8$ à 16$ par enfant et par journée pédagogique. Cette décision fait suite à la réduction de moitié du financement accordé par le gouvernement du Québec aux écoles pour les journées pédagogiques.

«On ne fait pas d'argent, précise la porte-parole de la CSP, Lyne Arcand. [...] Une journée pédagogique, ce n'est pas comme une journée d'école non plus. Les élèves sont là toute la journée. Ça prend plus de personnel. C'est plus d'heures à couvrir.»

Le service de garde en journée pédagogique doit s'autofinancer puisqu'il ne s'agit pas d'une fréquentation obligatoire lors de ces congés, explique aussi Mme Arcand. «Nous, on ne peut pas prendre de l'argent qui est utilisé pour les classes pour financer la journée pédagogique.»

DES ENFANTS LAISSÉS À EUX-MÊMES

«C'est déplorable», exprime la présidente du comité de parents de la CSP, Marie-Hélène Talon. Elle dénonce les compressions budgétaires du gouvernement Couillard faites dans les services de garde, qui s'ajoutent aux nombreuses autres coupes en éducation.

Elle craint que l'augmentation du tarif oblige des parents à laisser leurs enfants seuls à la maison sans supervision. «Pour les familles, le principal problème est que si ça coûte trop cher, elles n'enverront pas leurs enfants. Des enfants laissés à eux-mêmes toute une journée, dépendamment de leur âge, ce n'est pas gagnant pour la réussite. Parce que les journées qu'ils passent au service de garde, ils sont avec des personnes formées avec toutes les qualités requises pour leur offrir des activités enrichissantes, stimulantes. Il n'y a que des vertus à ça.»

L'Association des services de garde en milieu scolaire du Québec estime aussi que les principaux impacts de cette hausse du tarif seront une diminution de la fréquentation du service de garde par les élèves et une instabilité dans le budget des services de garde en milieu scolaire.

La CSP invite les familles avec des difficultés financières à communiquer avec leur direction d'école pour prendre notamment des arrangements de paiement.

Quant aux journées d'école, le tarif de garde restera le même, soit de 8$.

Le directeur du Centre de la nature tire sa révérence

KARINE GUILLET
karine.guillet@tc.tc

ENVIRONNEMENT. Directeur du Centre de la nature du mont Saint-Hilaire depuis 20 ans, Kees Vanderheyden quittera la tête de l'organisme à l'automne pour une retraite bien méritée.

À 82 ans, M. Vanderheyden souhaitait prendre quelques années pour se consacrer à d'autres projets. «C'est la plus belle carrière que j'ai eue, raconte le principal intéressé. La nature m'a toujours marqué. Quand j'étais tout petit aux Pays-Bas, on habitait près d'un boisé et pour moi la nature, c'était toujours un endroit de beauté et de mystère.»

Le Centre de la nature a profité de la journée annuelle des membres, samedi dernier, pour annoncer à tous le départ de M. Vanderheyden et l'arrivée en poste du nouveau directeur. C'est Éric Malka, actuellement directeur adjoint, qui prendra la relève dès le 6 octobre. «Il connaît tous les secteurs du Centre de la nature, il est extrêmement actif et bien aimé par les gens», explique l'actuel directeur.

CULTIVER LE LIEN AVEC LA NATURE

Kees Vanderheyden est devenu directeur du Centre de la nature le 6 septembre 1995. «Je n'avais pas posé ma candidature. Ils m'ont sollicité parce qu'en tant que citoyen de Mont-Saint-Hilaire, j'étais président d'un comité de citoyens pour la défense de la montagne», explique-t-il. «J'étais tellement content parce que la nature c'est ce qu'il y a de plus riche, de plus puissant, mais en même temps, la montagne c'est le patrimoine de la région. Je ne pouvais pas imaginer mieux que ça!»

> **«C'est la plus belle carrière que j'ai eue. La nature m'a toujours marqué.»**
>
> *–Kees Vanderheyden*

Les priorités de M. Vanderheyden auront été de protéger la montagne et les milieux naturels de la région ainsi que de permettre aux gens d'avoir un contact personnel avec la nature. «Un grand désir que j'avais, c'est que la passion de la montagne ne soit pas seulement la passion de ceux qui y travaillent, mais de tous les gens de la région.» D'ailleurs, afin d'entretenir ce contact personnel avec la nature, M. Vanderheyden aura écrit pas moins de 250 chroniques dans les pages de *L'Œil Régional* en plus d'une correspondance régulière avec 70 personnes influentes de la région, quatre fois par année.

On retiendra également de son passage au Centre de la nature la transformation du pavillon des visiteurs de musée en véritable aire d'accueil, de même que l'activité Noël à la montagne, tradition qui aura duré presque 15 ans. C'est également de lui qu'est née l'idée de faire de l'assemblée générale annuelle une journée festive consacrée aux membres, évènement qui a cette année réuni près de 120 personnes.

Kees Vanderheyden est directeur du Centre de la nature depuis 20 ans cette année.
(Photo: TC Media – YannCanno.com)

PAS DE RETRAITE

D'ici l'entrée en poste du nouveau directeur, Kees Vanderheyden demeurera au Centre de la nature jusqu'à la mi-octobre. Mais s'il prend congé du poste qu'il occupe actuellement, celui qui est également conteur a déjà des projets pour s'occuper. «Je ne crois pas à la retraite. Je n'ai pas envie de me retirer, je veux rester avec tout le monde et dans la mesure du possible j'aime faire ma part. J'ai des projets de retraite, je n'ai pas envie de m'asseoir sur ma galerie et de me bercer!»

Centre de Formation du Richelieu
Éducation des adultes

CFR
Centre de Formation du Richelieu

FORMATION GÉNÉRALE
Cours de niveau secondaire pour :
• Obtenir ton diplôme • Entrer en formation professionnelle • Entrer au cégep
Matières offertes : français, mathématiques, anglais, sciences physiques, physique, chimie, biologie, histoire, géographie, éducation physique et informatique. Autres cours optionnels aussi disponibles
Formats d'apprentissage :
temps plein, temps partiel — formation à distance

INSERTION SOCIALE
Cette formation sur mesure favorise l'intégration sociale des adultes connaissant des problématiques persistantes et importantes d'apprentissage ou d'adaptation sociale telles que le handicap physique, les problèmes de santé mentale, la déficience intellectuelle légère à moyenne.

FRANCISATION
Cette formation s'adresse aux allophones désirant améliorer leur français : conversation, lecture et écriture.

INSCRIPTION :
Des frais généraux seront exigés. Le paiement peut se faire en argent comptant, carte de débit ou de crédit. Ayez en main les documents originaux requis. (Certificat de naissance de l'état civil grand format, carte d'assurance maladie, le plus récent relevé de notes ou le bulletin scolaire d'une année complète)

Pour obtenir plus d'information : consultez notre site au www.cfr.csp.ca
ou téléphonez au: 1 877 449-2919 ou 450 645-2365, puis faire le poste correspondant:

Beloeil
866, rue Laurier
Poste 7000

Saint-Bruno-de-Montarville
1430, rue Montarville
Poste 7025

Chambly
1500, boul. Industriel
Poste 7000

Varennes
20, rue Vincent (école Marie-Victorin)
Poste 7012

Saint-Amable
950, rue Normandie
Poste 7025

Commission scolaire des Patriotes

CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE
Cours offerts aux adultes
SAINT-HYACINTHE • BELŒIL

AUTOMNE 2015

FORMATION CONTINUE
du Cégep de Saint-Hyacinthe

SYNOR 25 ans au service des entreprises!
Centre de formation et de services-conseils aux entreprises du Cégep de Saint-Hyacinthe

Bureau de la RAC
Reconnaissance des acquis et des compétences du Cégep de Saint-Hyacinthe

DÉBUT DES INSCRIPTIONS
Faites vite, plusieurs formations ont des places limitées.

EN LIGNE
Renseignements supplémentaires et inscriptions aux formations :
www.cegepsth.qc.ca
(en tout temps)

PAR TÉLÉPHONE
450 773-6800, poste 2199
Dès le 4 août 2015
Du lundi au jeudi de 9 h à 19 h 30
et le vendredi de 9 h à 15 h 30
Paiement par Visa ou MasterCard

EN PERSONNE
CAMPUS LES GALERIES
1225, rue Johnson Ouest
Saint-Hyacinthe J2S 8T8
(Galeries Saint-Hyacinthe - entrée 5)
Paiement par Visa, MasterCard, débit ou argent comptant

WWW.CEGEPSTH.QC.CA